



COMMUNIQUE DE PRESSE

Communauté d'Agglomération du Plateau de Saclay

Grand Paris : François Lamy interpelle le Premier Ministre

Après l'adoption à l'unanimité d'une motion sur le Grand Paris par les élus de la CAPS, François Lamy a saisi le premier ministre sur le contenu du projet de loi.

Toutes tendances confondues, les élus de la communauté d'agglomération du Plateau de Saclay (CAPS-Essonne) ont adopté hier à l'unanimité une motion exprimant leur inquiétude sur le contenu du « projet de loi sur le grand Paris » ainsi que leur mécontentement quant à la méthode utilisée par Christian Blanc.

« Lors d'une récente allocution, le Premier ministre a indiqué que ce projet de loi serait concerté avec les élus. Or, bien qu'un pan entier du projet de loi soit consacré à l'avenir du Plateau de Saclay, notre communauté d'agglomération n'a pas été consultée ou destinataire pour avis du texte en circulation. Cela n'est pas acceptable... » déplore François Lamy, Président de la CAPS.

Après en avoir débattu en séance, les élus intercommunaux ont souhaité exprimer d'une seule voix leur exaspération face à la mise à l'écart dont ils sont l'objet. Une des conditions de la réussite de ce projet est qu'il n'apparaisse pas comme « venu d'en haut ». Or la méthode actuellement déployée balaye d'un revers de main le rôle des élus locaux.

Sur le fonds, la motion rappelle à l'Etat la nécessité de mettre en place un outil de gouvernance partagé, permettant d'associer les élus et les acteurs de terrain à la réalisation de ce projet. Selon François Lamy, *« aujourd'hui, si on devait résumer ce projet cela serait : c'est l'état qui décide seul, et les collectivités qui paient... »*. *« Il s'agit purement et simplement d'une dépossession totale du pouvoir des élus, un intolérable retour en arrière... »*.

L'écoute des élus locaux en amont aurait permis d'éviter des erreurs grossières comme l'urbanisation de terres dont chacun considérait jusqu'alors que la vocation agricole devrait être préservée.

François Lamy, vient par ailleurs d'adresser un courrier au premier ministre afin de lui rappeler ses engagements et en lui demandant d'agir en responsabilité. *« On ne peut pas d'un côté déclarer que le Grand Paris ne se fera pas sans l'adhésion des citoyens et de l'autre tenir à l'écart les élus locaux représentant 100 000 habitants d'un territoire stratégiquement concerné par le projet »* conclut François Lamy.

Contact Presse :

Virginie HIS – CAPS : 06.84.54.60.18

Antoine BOSCHER – Mairie de Palaiseau : 06.45.46.43.27